

Service environnement  
Gestion quantitative de l'eau

**Arrêté N° 2020/DDT/12/014**

**Portant renouvellement de l'autorisation de dérivation des eaux de la nappe du Jurassique par le biais du forage situé au lieu-dit « Camp de Garde » sur la commune de Tournon d'Agenais en vue de la production et de la distribution d'eau destinée à la consommation humaine**

La Préfète de Lot-et-Garonne  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu le code de l'environnement et notamment le titre I du livre II relatif à la protection de l'eau et des milieux aquatiques et marins, et en particulier les articles L. 211-1, L. 214-1 à L.214-8, R.214-1 à R.214-60 et R. 181-46 à 49 ;**

**Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2224-7-1 modifié par l'article 161 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement;**

**Vu l'ordonnance n° 2017-80 et le décret d'application n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatifs à l'autorisation environnementale ;**

**Vu le décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010 portant application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement et relatif aux délais de recours en matière d'installations classées et d'installations, ouvrages, travaux et activités visés à l'article L. 214-1 du code de l'environnement ;**

**Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;**

**Vu le décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable;**

**Vu le décret du 21 novembre 2018 portant nomination de Mme Béatrice LAGARDE en qualité de préfète de Lot-et-Garonne ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature détaillée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement;**

**Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021 du bassin Adour-Garonne approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 1<sup>er</sup> décembre 2015 ;**

**Vu le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la vallée de la Garonne approuvé par l'arrêté inter-préfectoral n° 47-2020-07-06-001 du 21 juillet 2020 ;**

**Vu l'arrêté préfectoral du 3 août 1988 portant déclaration d'utilité publique les travaux à entreprendre par le Syndicat des Eaux de Tournon d'Agenais visant à dériver les eaux souterraines par création d'un forage au lieu-dit « Camp de Garde » sur la commune de Tournon d'Agenais pour l'alimentation en eau potable ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 95-0887 du 09 mai 1995 fixant la zone de répartition des eaux ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-351-15 du 17 décembre 2007 relatif à l'organisation et à l'exercice de la police de l'eau et des milieux aquatiques dans le département de Lot-et-Garonne;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-54-9 du 23 février 2010 portant organisation de la direction départementale des territoires de Lot-et-Garonne ;**

**Vu les transferts de la compétence en matière de production d'eau potable par chaque commune du Syndicat des Eaux de Tournon d'Agenais au bénéfice du syndicat départemental EAU 47 mentionnés dans l'arrêté inter-préfectoral du 31 décembre 2019 portant modification statutaire, extension du périmètre du syndicat départemental EAU 47 et approbation des compétences transférées ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-05-0006 du 24 février 2014 portant autorisation d'utiliser l'eau du forage de Camp de Garde en vue de la consommation humaine ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 2020/DDT/05/008 du 11 mai 2020 portant décision de ne pas soumettre à la réalisation d'une étude d'impact le projet de renouvellement de l'autorisation de prélèvement des eaux du forage de « Camp de Garde » sur la commune de Tournon d'Agenais ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 47-2020-07-16-072 du 16 juillet 2020 portant interdiction de tout nouveau prélèvement dans les nappes du Jurassique et du Crétacé et prescriptions pour tout nouveau prélèvement dans la nappe de l'Eocène, en particulier ses articles 3 et 5 ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 47-2020-08-03-002 du 03 août 2020 donnant délégation de signature à Madame Agnès CHABRILLANGES, directrice départementale des territoires de Lot-et-Garonne, en matière d'administration générale ;**

**Vu la décision n° 47-2020-08-03-006 du 03 août 2020 de Madame Agnès CHABRILLANGES, directrice départementale des territoires de Lot-et-Garonne, donnant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;**

**Vu le dossier de demande de renouvellement de l'autorisation de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine par le biais du forage de « Camp de Garde » sur la commune de Tournon d'Agenais déposé par le Syndicat départemental EAU 47 le 3 juin 2020 et complété le 3 juillet 2020;**

**Considérant que le dossier fourni, puis complété et modifié, précise que le volume annuel de prélèvement d'eau dans la nappe du Jurassique souhaité pour les dix prochaines années correspond aux réels besoins évalués par le Syndicat départemental, en étant en-deça du volume annuel précédemment autorisé;**

**Sur proposition du Secrétaire Général,**

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

#### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

Le Syndicat Départemental EAU 47 est autorisé, en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, à prélever une partie des eaux de la nappe du Jurassique par le biais du forage situé au lieu-dit «Camp de Garde » sur la parcelle cadastrale n° 873 de la section L sise sur la commune de TOURNON D'AGENAIS aux coordonnées Lambert 93 :

- X = 540285
- Y = 6368071
- Z = 124 m.

Le code BSS de ce captage est BSS002BGCH , anciennement 08794X0004/F.

Pour l'exploitation de l'ouvrage, des installations et l'exercice des activités énumérés dans le tableau de classement ci-après, le Syndicat Départemental EAU 47 doit se conformer aux dispositions des codes de l'environnement et de la santé publique, ainsi qu'aux dispositions du présent arrêté.

N° de la rubrique	Intitulé	Régime
1.3.1.0	Ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone de répartition des eaux : 1) supérieur ou égal à 8 m <sup>3</sup> /h (Autorisation) 2) dans les autres cas (Déclaration).	Autorisation

## **Article 2 : PRÉLÈVEMENT AUTORISÉ**

L'ouvrage de prélèvement est constitué par un forage réalisé en 1987, d'une profondeur de 401 m, tubé et cimenté de 0 à 200 m, puis équipé d'une crépine jusqu'à 401 m.

Le prélèvement est autorisé avec les caractéristiques suivantes :

- Débit maximal : 50 m<sup>3</sup>/h
- Prélèvement moyen : 479 m<sup>3</sup>/j
- Volume journalier maximal : 1 200 m<sup>3</sup>/j
- Volume annuel maximal : 179 000 m<sup>3</sup>.

## **Article 3 : DURÉE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est accordée jusqu'au 31 décembre 2030. A expiration de l'autorisation, le permissionnaire qui souhaite obtenir le renouvellement de son autorisation adresse une demande à la Préfète, dans un délai minimum de deux ans avant la date d'expiration.

## **TITRE 2 : DISPOSITIONS RELATIVES AU FONCTIONNEMENT DE L'OUVRAGE ET DES INSTALLATIONS**

### **Article 4 : MOYENS DE MESURE**

Le forage doit être équipé d'un compteur volumétrique afin de suivre et archiver l'ensemble des débits et des volumes réels qui en sont issus. Ce compteur sera régulièrement entretenu, contrôlé et, si nécessaire remplacé, de façon à fournir en permanence une information fiable. Il sera relevé sur un registre avec une fréquence minimale mensuelle. Les incidents survenus dans l'exploitation ou le comptage et les mesures prises pour y remédier y seront consignés. Le registre sera conservé pendant une durée minimale de 3 ans et tenu à la disposition des agents chargés du contrôle.

**Le permissionnaire ou son fermier adressera au service chargé de la police de l'eau dans les deux mois suivant la fin de chaque année civile les analyses sur l'eau brute issue du forage et une synthèse ou un extrait de ce registre indiquant:**

- les valeurs des volumes prélevés mensuellement sur l'année civile ;
- le relevé de l'index volumétrique en fin d'année civile ;
- les incidents d'exploitation ayant pu porter atteinte à la ressource en eau et les mesures mises en œuvre pour y remédier.

## **Article 5 : MESURES D'ÉCONOMIE DE LA RESSOURCE**

Les résultats des mesures d'économie de la ressource mises en oeuvre par le permissionnaire ou son exploitant seront communiqués au service chargé de la police de l'eau dans les deux mois suivant la fin de chaque année civile.

## **Article 6 : PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA QUALITÉ DES EAUX**

La qualité de l'eau brute issue du forage, ainsi que celle de l'eau traitée, est contrôlée régulièrement par la délégation départementale de Lot-et-Garonne de l'Agence Régionale de Santé de Nouvelle Aquitaine, aux frais de l'exploitant, conformément aux dispositions en vigueur.

## **Article 7 : ENTRETIEN ET SURVEILLANCE**

L'ensemble de l'ouvrage et des installations sera maintenu propre, entretenu et parfaitement étanche par le permissionnaire, en particulier de manière à garantir la protection de la ressource en eau superficielle et souterraine.

La Préfète pourra, sur la proposition des ingénieurs de la police de l'eau et de la santé publique et le permissionnaire entendu, prescrire de procéder aux frais de ce dernier aux constatations, études ou travaux nécessaires à la vérification de l'état de l'ouvrage et des installations.

En dehors des périodes d'exploitation et en cas de délaissement provisoire, les installations et ouvrage de prélèvement sont soigneusement fermés ou mis hors service afin d'éviter tout mélange ou pollution des eaux par la mise en communication avec des eaux de surface et notamment de ruissellement. Les carburants nécessaires au pompage et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont évacués du site ou confinés dans un local étanche.

## **TITRE 3 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **Article 8 : CHANGEMENT DE BÉNÉFICIAIRE - CESSATION D'ACTIVITÉ**

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1, le nouveau bénéficiaire doit en faire la demande à la Préfète dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, des installations, des travaux ou des aménagements, ou le début de l'exercice de son activité.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans de l'exploitation, ou le changement de l'affectation indiquée dans la présente autorisation, doivent faire l'objet d'une déclaration par le permissionnaire auprès de la Préfète dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation, conformément à l'article R. 214-45 du code de l'environnement.

En cas de cessation définitive du prélèvement, tous les carburants nécessaires au pompage et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, les pompes et leurs accessoires sont définitivement évacués du site de prélèvement. Les travaux prévus pour la remise en état des lieux sont portés à la connaissance de la Préfète un mois avant leur démarrage. Ces travaux sont réalisés dans le respect des éléments mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

### **Article 9 : MODIFICATIONS APPORTÉES PAR LE PERMISSIONNAIRE**

Toute modification apportée par le permissionnaire à l'ouvrage, aux installations, à leur mode d'utilisation, ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement

notable des éléments du dossier initial, doit faire l'objet d'une nouvelle demande avant réalisation auprès de la Préfète et de la délégation départementale de Lot-et-Garonne de l'Agence Régionale de Santé de Nouvelle Aquitaine.

### **Article 10 : DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS**

Le permissionnaire est tenu de déclarer à la Préfète, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant l'ouvrage, les installations, les travaux ou les activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire la Préfète, le permissionnaire doit prendre ou faire prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux.

### **Article 11 : CONTRÔLES ET SANCTIONS**

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux.

Les agents chargés de la police de l'eau dans le département du Lot-et-Garonne ont libre accès, à tout moment, aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Dans le cas du non-respect des dispositions du présent arrêté par le permissionnaire, les mesures de sanctions administratives (L. 171-6 et suivants) et pénales (L. 173-1 et suivants) prévues dans le code de l'environnement sont mises en œuvre.

En cas de retrait ou de suspension d'autorisation ou de mesure d'interdiction d'utilisation, de mise hors-service ou de suppression, le permissionnaire est tenu jusqu'à la remise en service, la reprise de l'activité ou la remise en état des lieux, de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la surveillance de l'ouvrage, des installations ou du chantier, l'écoulement des eaux et la conservation ou l'élimination des matières polluantes dont il avait la garde ou à l'accumulation desquelles il a contribué et qui sont susceptibles d'être véhiculées par l'eau.

### **Article 12 : DOMMAGES**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer dans les délais fixés, aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer sa déchéance et dans tous les cas elle prendra les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même au cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite les caractéristiques de l'ouvrage réglementé par le présent arrêté, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment l'ouvrage et les installations en état normal de bon fonctionnement.

### **Article 13 : DÉDOMMAGEMENT**

Le permissionnaire ou son fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité ni à un dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui le privent, d'une manière temporaire ou définitive, de tout ou partie des avantages résultant du présent arrêté, tous droits antérieurs réservés.

### **Article 14 : DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément préservés.

### **Article 15 : AUTRES RÉGLEMENTATIONS**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

### **Article 16 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision peut être contestée au Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de :

- deux mois pour le permissionnaire à compter de la notification du présent arrêté,
- quatre mois pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, à compter de la date de l'accomplissement de la dernière formalité de publicité (affichage en mairie et insertion sur le site internet des services de l'Etat) définie à l'article 17.

Dans le même délai de deux mois, le permissionnaire peut présenter un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative.

### **Article 17 : PUBLICITÉ**

Le présent arrêté sera affiché par les soins de la mairie de Tournon d'Agenais pendant une durée minimale d'un mois, et sera publié sur le site internet de la préfecture de Lot-et-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois à l'adresse : <http://www.lot-et-garonne.gouv.fr/arretes-d-autorisation>.

### **Article 18 : EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de Lot-et-Garonne, la directrice départementale des territoires de Lot-et-Garonne, le directeur de la délégation départementale de Lot-et-Garonne de l'Agence Régionale de Santé de Nouvelle Aquitaine, le maire de Tournon d'Agenais, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Agen, le 07 décembre 2020  
Pour la Préfète et par délégation,  
Pour la directrice et par subdélégation,  
Le chef du service environnement,

  
Stéphane BOST